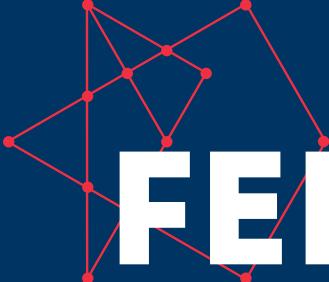




L'AVENIR AVEC NOS INDUSTRIES

*Messages de la FEDIL
en vue des élections législatives 2018*



FEDIL

The Voice of Luxembourg's Industry



RECHERCHE TALENTS
ENVIRONNEMENT
MANUFACTURING TIC
ÉNERGIE EUROPE
AUTOMOTIVE
HUMAIN
EMPLOI INNOVATION
DIGITALISATION
START-UPS
INDUSTRIE 4.0

**NOUS SOMMES
LA VOIX DE L'INDUSTRIE
LUXEMBOURGEOISE.**

Depuis 1918 la FEDIL agit comme fédération entrepreneuriale multisectorielle, conférant une voix aux industriels et entrepreneurs, encourageant l'activité économique de notre pays.



00

*Mot
d'introduction*



01

*Développement
économique*



02

*Le travail
de demain*



03

*Innovation &
Technologie*



04

Énergie



05

*Administration
4.0*

MOT D'INTRODUCTION

Les élections législatives de 2018 représentent une étape importante pour l'évolution économique et stratégique de notre pays.

Nous élirons des partis, mais surtout aussi des programmes qui détermineront le futur du Luxembourg jusqu'à l'échéance de 2023 et souvent bien au-delà.

Dans les domaines qui lui sont proches et en complément des messages d'ordre macroéconomique, partagés avec nos partenaires et véhiculés à travers l'UEL, la FEDIL veut contribuer au débat sur les objectifs à atteindre et sur les mesures ou moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

*Nous nous concentrons sur cinq domaines prioritaires pour nos entreprises membres, à savoir le **futur développement économique**, le **travail de demain**, la **recherche et l'innovation**, la **transition énergétique** et l'**administration moderne**, dite « 4.0 ».*

Tous ces sujets portent l'empreinte du développement technologique en général, et plus particulièrement celle de la transformation digitale. S'y ajoute l'évolution de l'encadrement international. Afin de poursuivre la trajectoire de la prospérité économique de notre pays, il s'agira d'identifier et d'analyser les défis et les opportunités qui se présentent et de définir un panier de politiques sectorielles dynamiques et cohérentes.

Le présent document constitue une base de discussion et de réflexion avec les principaux partis. La FEDIL souhaite dialoguer avec eux en vue de l'établissement de leurs programmes électoraux.

Ces échanges seront également l'occasion d'entendre les réactions et retours des responsables de partis, ce qui devrait nous permettre de mieux appréhender le monde politique avec ses ambitions et ses contraintes.

RENÉ WINKIN
Directeur de la FEDIL

NICOLAS BUCK
Président de la FEDIL



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



Votre interlocuteur:

René Winkin

EN 2023

... la structure économique du pays reflétera le développement de nouvelles activités innovantes à haute valeur ajoutée, témoignant ainsi de la transition vers une économie plus durable

... des gains de productivité substantiels, résultant de l'application rapide et conséquente des nouvelles technologies et notamment de la digitalisation et de l'automatisation des fonctions de production, auront permis de découpler notre croissance économique enviable de l'évolution de l'emploi

... le découplage entre la croissance économique nécessaire au financement du modèle social d'une part et l'évolution de l'emploi en termes quantitatives de l'autre permettra d'atténuer les répercussions de cette croissance dans des domaines politiquement sensibles, tels que le logement ou les transports

... le haut degré d'ouverture de notre économie sera illustré par l'implantation de centres de décision européens de groupes multinationaux attirés par les opportunités émergeant de la combinaison entre l'ouverture des marchés européens et internationaux d'un côté et l'excellence du Luxembourg dans certains domaines de l'autre. Le tout sera chapeauté par un cadre fiscal et réglementaire encourageant l'entrepreneuriat et anticipant de nouvelles évolutions ainsi que l'offre d'infrastructures adaptées aux besoins

... la convergence entre les industries traditionnelles innovantes, les multinationales implantées avec des activités de pointe, les start-ups et l'expertise économique et juridique sera garante d'une dynamique de croissance hors du commun

... notre pays regroupera des secteurs porteurs qui desservent de nouveaux marchés tirant profit des opportunités identifiées dans le cadre de la TIR, telles l'économie circulaire, l'efficacité énergétique et l'économie des données

... le tissu local d'entreprises de service dont la dynamique est fortement déterminée par la croissance des secteurs exportateurs s'orientera lui-même vers les marchés étrangers

... le secteur public et assimilé se sera approprié les outils de production et de travail modernes et témoignera ainsi de la volonté du pays de se positionner comme un État dynamique et à la pointe du progrès.

POUR Y ARRIVER IL FAUT...

... continuer à mettre en place des structures d'accueil et d'encadrement 360°, ceci en

- favorisant notamment les structures destinées aux start-ups et aux jeunes entreprises en général
- assurant que la qualité des infrastructures, tant en connectivité, qu'en matières de zones d'activité et de mobilité soit infaillible
- créant, en complément des zones d'activité déjà projetées, des réserves dont la surface dépassera 25 hectares par unité pour pouvoir réagir rapidement à des opportunités exceptionnelles
- développant et perfectionnant les structures du type guichet unique et en offrant un accompagnement professionnel et réactif aux investisseurs potentiels

... travailler à créer une base fiscale favorable aux investissements productifs ainsi qu'à l'attrait de centres européens et de centres de développement de substance au sein de notre pays, ceci en

- dotant le Ministère compétent des moyens nécessaires pour pratiquer une veille fiscale et pour effectuer des simulations d'adaptations du cadre fiscal en y associant les experts sur place regroupés dans une structure commercialement neutre
- utilisant la marge de manœuvre et les nouvelles opportunités qui se présenteront toujours dans un contexte OCDE marqué par les mesures BEPS et éventuellement dans un cadre européen d'harmonisation de la fiscalité (ACCIS) (intérêts notionnels, crédits d'impôts,...)
- profitant d'une réactivité améliorée, de la proximité et de l'accessibilité des administrations luxembourgeoises dans le respect des règles de transparence et d'impartialité

... agir dans le respect des principes fondamentaux du libre-échange et poursuivre les efforts visant à améliorer l'accès aux marchés dans le monde entier, ceci en

- facilitant l'intégration des entreprises européennes dans les chaînes de valeur mondiales
- favorisant des échanges commerciaux libres, équilibrés et ouverts
- défendant avec détermination les intérêts de l'Union européenne, dans un esprit de réciprocité et de bénéfice mutuel

- agissant avec détermination contre les obstacles au bon fonctionnement du marché unique européen, tant pour les importations que pour les exportations de biens et services et en promouvant la mobilité transfrontalière des travailleurs

... soutenir la compétitivité européenne et tirer pleinement profit de la transformation vers une économie axée sur les données, ouvrant la voie à la révolution industrielle en cours, ceci en

- supprimant les restrictions injustifiées ou disproportionnées en matière de localisation des données et faire de la libre circulation des données la 5^e liberté fondamentale du marché unique
- favorisant les projets européens de collaboration entre hubs d'innovation et en facilitant l'accès de nos entreprises à ces projets
- contribuant à la réalisation de niveaux d'excellence par nos entreprises ainsi que de nos infrastructures dans des domaines clés tels que la cybersécurité ou la transmission, le traitement et la protection des données et en promouvant ces arguments vers l'extérieur

... positionner l'État en tant qu'acteur économique et exemple à suivre, ceci en

- creusant son rôle d'initiateur et de facilitateur quand il s'agit de recherche publique, d'entreprises publiques, d'initiatives gouvernementales autour de la recherche et de l'innovation, d'une législation moderne ou encore de Venture capital
- accélérant notamment l'implémentation des nouvelles technologies dans les administrations et services publics pour faciliter et rendre plus efficaces les procédures et échanges administratifs et pour contribuer ainsi à l'image de marque que le Luxembourg veut véhiculer vers l'extérieur

... faire valoir nos valeurs, nos arguments et instruments de politique économique, ceci en

- tenant compte du cadre d'une politique de promotion et de prospection professionnelle capable d'identifier les bonnes cibles et de véhiculer les bons messages
- nous donnant les moyens pour assurer l'accueil, l'accompagnement et le suivi des investisseurs étrangers et locaux pour nous permettre de compléter ainsi les efforts de promotion et de prospection.



LE TRAVAIL DE DEMAIN



Votre interlocuteur:

Marc Kieffer

EN 2023...

... l'environnement fiscal et les charges sociales constitueront un avantage compétitif pour les entreprises et les travailleurs, de sorte que le Luxembourg arrivera à attirer facilement les compétences et les talents dont il a besoin pour développer et adapter son tissu économique

... le Luxembourg aura fait tomber les barrières à la mobilité des travailleurs dans les secteurs où le risque de dumping social n'est pas réel

... le Luxembourg aura développé son attractivité pour les entreprises de même que pour les travailleurs et aura pu adapter son cadre réglementaire en matières de relations de travail aux défis et opportunités de la digitalisation

... les entreprises et les travailleurs auront la possibilité de négocier selon leurs besoins des dérogations au cadre réglementaire

... les formes flexibles d'emploi et de contrats permettront aux entreprises de réagir rapidement aux fluctuations de la demande qui se seront considérablement amplifiées du fait du rythme rapide de l'innovation

... le Luxembourg aura réussi à maintenir les travailleurs plus longtemps en activité et les tâches lourdes, dangereuses et répétitives seront largement automatisées, permettant ainsi de prolonger la vie active

... les instruments adéquats seront en place pour mettre en œuvre la formation tout au long de la vie afin de pouvoir maintenir les travailleurs sur le marché de l'emploi par l'adaptation de leurs compétences

... au niveau de la formation initiale, le rapprochement entre le monde de l'enseignement et le monde des entreprises aura été réalisé et la capacité d'adaptation aux évolutions du marché du travail fera partie des programmes de formation

... l'intérêt pour l'acquisition de compétences techniques aura été développé

... l'utilisation renforcée des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'exécution du travail aura contribué à une réduction relative des besoins de mobilité et plus généralement à la protection de l'environnement

... le Luxembourg disposera d'une renommée mondiale comme centre d'excellence en matières de TIC et de protection des données, ce qui encouragera la création d'emplois de qualité et à haute valeur ajoutée.

POUR Y ARRIVER IL FAUT...

... créer un encadrement contractuel flexible, ceci en...

- étendant la définition de cadre supérieur à d'autres catégories de travailleurs à compétences élevées
- adaptant les différentes formes de contrat afin de garantir l'attractivité du salariat face aux formes « futures » de travail sur les plateformes
- créant de nouvelles formes de travail associant les garanties d'une protection sociale salariée aux avantages de flexibilité du travail indépendant

... arriver à des conditions de travail flexibles, ceci en...

- défendant un équilibre vie privée-professionnelle sans nouvelles contraintes organisationnelles et charges financières pour les entreprises
- laissant la négociation collective jouer un rôle de premier plan dans la détermination des conditions de travail à travers des « clauses d'ouverture »
- mettant l'accent sur les accords d'aménagement de la durée et de l'organisation du travail individuels ou conclus entre partenaires sociaux au niveau approprié en dehors de l'intervention étatique entraînant une réduction légale généralisée du temps de travail

... enseigner les technologies de demain, ceci en...

- intégrant, sur base d'un recours plus large à des enseignants détachés par les milieux économiques et industriels, l'utilisation et la maîtrise des outils informatiques à tous les niveaux d'éducation
- réussissant à intéresser les jeunes aux métiers de l'industrie par davantage de partenariats public-privé fructueux comme HelloFuture (www.hellofuture.lu)
- promouvant l'apprentissage et les stages obligatoires en entreprise pour tous les élèves

... intégrer toutes les générations, ceci en ...

- confiant aux partenaires sociaux et en accompagnant financièrement la mise en œuvre du concept du vieillissement actif et d'une approche intergénérationnelle
- assurant de manière appropriée la formation continue tout au long de la vie en orientant les entreprises et les travailleurs, y compris les travailleurs en reclassement devant être réorientés, vers les formations continues appropriées

- assurant la disponibilité de formations courtes, professionnalisantes et adaptées à la vitesse croissante des développements technologiques, ceci sans pour autant créer de nouvelles charges pour les entreprises

... adapter la protection sociale, ainsi que la prévention de la sécurité et de la santé, ceci en ...

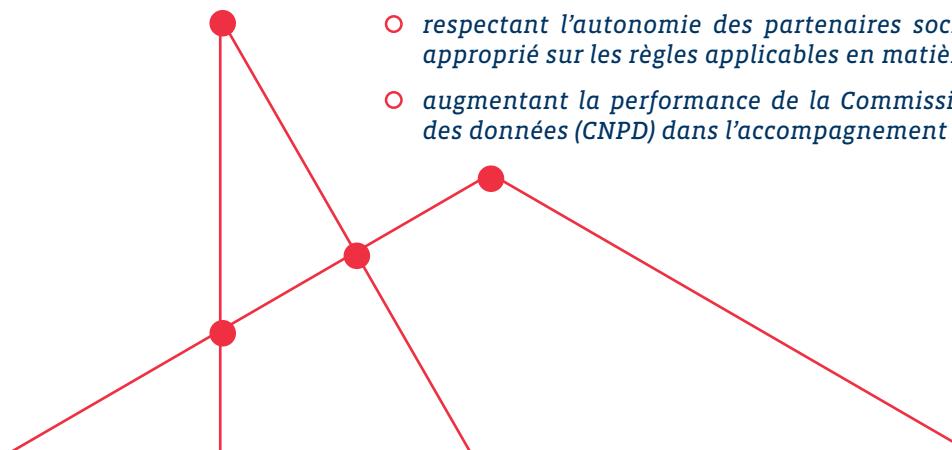
- veillant à garantir l'attrait du Luxembourg résultant du niveau de ses charges sociales
- respectant l'autonomie des partenaires sociaux dans l'encadrement de l'utilisation des TIC tout en tenant compte d'une utilisation des TIC à la fois dans la vie professionnelle et la vie privée
- adaptant les exigences de la médecine du travail à la réduction des risques professionnels

... abolir les frontières artificielles, ceci en ...

- favorisant la mobilité des travailleurs tant au sein de l'UE qu'en provenance des pays tiers
- renégociant les conventions fiscales et de sécurité sociale, ainsi que le cadre relatif au détachement en matière de travail transfrontalier
- créant ensemble avec les pays voisins un régime spécifique promouvant le télétravail frontalier et la mise à disposition des facilités pour l'installation de télécentres

... permettre aux entreprises de circuler avec leurs données, ceci en

- créant un label de conformité pour permettre aux entreprises et leurs sous-traitants d'exporter leurs données facilement et en toute sécurité
- respectant l'autonomie des partenaires sociaux pour s'entendre au niveau approprié sur les règles applicables en matière de protection des données
- augmentant la performance de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) dans l'accompagnement des entreprises.





INNOVATION & TECHNOLOGIE



Votre interlocuteur:

Georges Santer

EN 2023...

... le Luxembourg aura réussi à augmenter l'intensité des dépenses de RDI (recherche, développement et innovation) à un niveau compris entre 2,3 et 2,6% du PIB, contre 1,31% en 2015

... le Luxembourg disposera d'un système de recherche et d'innovation durable de classe mondiale

... notre pays aura acquis une renommée internationale dans les domaines de recherche prioritaires pour nous, notamment les matériaux, les TIC – ici plus précisément la Cyber-sécurité et l'analyse des données Big Data –, le Spatial et le Biohealth

... le Site de Belval se sera pleinement positionné en pôle de recherche et d'innovation avec un Centre de compétences et des digital innovation hubs, le National Composite Centre / Additive Manufacturing / Cybersécurité / HPC / SnT / LCSB – Luxembourg Centre for Systems Biomedicine

... l'Université du Luxembourg et les Organismes de Recherche Publics (ORPs) auront continué de progresser dans les classements internationaux et auront réussi à augmenter le nombre de projets de recherche collaborative avec le secteur privé ainsi que le nombre de spin-offs créées par an

... le Luxembourg se trouvera en pleine ère digitale et le centre de compétences « High Performance Computer & Big Data » offrira des services basés sur une expertise technique avancée afin d'aider les entreprises à exploiter efficacement cette infrastructure de pointe

... la transformation digitale des entreprises sera en plein essor et la plupart des entreprises se seront dotées d'une vraie stratégie digitale permettant d'appuyer leur prospérité

... le déploiement des réseaux 5G commercialement disponibles sera en cours

... les premiers véhicules autonomes circuleront sur nos routes en mode test grandeur nature avec des endroits désignés pour récupérer et déposer des passagers

... le Luxembourg se sera constitué en « Start-up Nation » et les start-ups seront un élément essentiel dans le processus d'innovation, indiquant les tendances de marché et d'industrie, contribuant ainsi à valoriser la recherche.

POUR Y ARRIVER IL FAUT...

... créer une masse critique et aspirer à l'excellence dans des domaines de recherche distingués comme prioritaires, ceci en

- alignant l'ensemble des acteurs de la recherche publique autour d'une stratégie commune dans l'intérêt de l'évolution socio-économique nationale
- consolidant les compétences existantes aujourd'hui et en identifiant celles à développer à l'avenir
- veillant à ce que les instruments financiers servent à financer principalement les activités de recherche dans les domaines essentiels à notre économie
- améliorant la concertation entre l'Université et les ORPs sur leur stratégie de recherche, voire sur leurs activités de recherche

... promouvoir les projets de recherche collaborative et appuyer la collaboration tripartite, ceci en

- encourageant des fonctions communes entre les ORPs et l'Université
- promouvant davantage les PPP dans le domaine de la recherche en utilisant les ressources et le know-how de Luxinnovation

... promouvoir l'innovation dans le secteur privé, ceci en

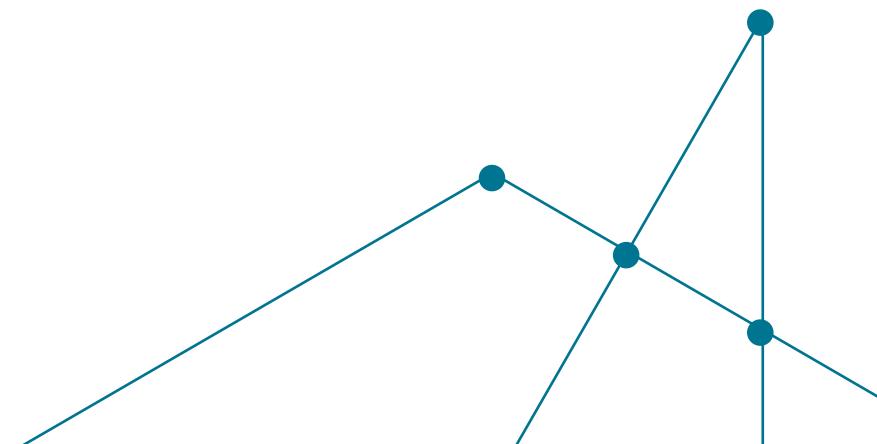
- utilisant de manière optimale les mesures d'aides à la RDI prévues par la nouvelle loi ayant pour objectif de soutenir la RDI au niveau des entreprises, ceci en s'appuyant sur l'expertise de Luxinnovation
- adaptant les mesures d'incitation fiscale pour la recherche et l'innovation, sans oublier de prendre en considération les mesures incitatives déjà établies dans d'autres pays ainsi que leurs mesures innovantes

... valoriser les résultats de la recherche, ceci en

- définissant une politique de valorisation commune aux ORPs
- incluant des objectifs précis et ambitieux de transfert de connaissances et de technologies dans les nouveaux contrats de performance 2018-2021
- établissant une véritable culture de valorisation de la recherche dans les différents ORPs, cela avec un engagement fort de la part de leurs dirigeants
- formant et orientant les chercheurs et les incitant à veiller au potentiel de valorisation de leurs travaux de recherche
- envisageant de mettre en place un dispositif fiscal qui permet aux investisseurs de disposer d'un abattement fiscal (tax credit R&D)

... promouvoir et encourager la digitalisation de notre économie, ceci en

- définissant un cadre de mesures de support nationales pour aider les entreprises dans leurs démarches de digitalisation
- mettant en place des « digital innovation hubs » luxembourgeois (p.ex. HPC & Big Data, Additive Manufacturing, Cybersecurity) en lien avec l'initiative « Digitising European Industry »
- soutenant les opérateurs à débiter des expérimentations relatives à la 5G et en menant des démonstrations comme par exemple dans le domaine de la conduite autonome
- renforçant les aides spécifiques aux start-ups et en créant un branding « Start-up Nation ».





ÉNERGIE



Votre interlocuteur:
Henri Wagener

EN 2023...

... le Luxembourg sera plus autonome dans sa production énergétique, la majeure partie de notre énergie, soit environ 90%, étant toujours importée

... nous serons connectés aux réseaux d'électricité belges, français et allemands de manière à pouvoir répondre aux besoins des industries automatisées et des datacenters et d'offrir des réserves d'approvisionnement. Ces besoins seront satisfaits par une production centralisée (à l'étranger) et par la production décentralisée par un nombre croissant de « prosumers ». L'industrie sera un partenaire dans la régulation et la gestion de la demande via des mécanismes mis en place à cet effet

... le Luxembourg produira de l'énergie à partir de sources renouvelables de manière non-subsidée et pour ce faire nous appliquerons les lois du marché en promouvant les économies d'échelle

... notre pays investira dans des projets d'énergie renouvelable à l'étranger dans le cadre d'un marché européen intégré

... le Luxembourg atteindra son objectif de réduction d'émissions de gaz à effets de serre de -40% dans le non-ETS (2030/2005), ceci en collaborant avec d'autres États européens tout en réalisant les potentiels intéressants à domicile

... l'efficacité énergétique sera un principal moteur de l'économie : les entreprises luxembourgeoises feront partie des meilleures dans le secteur des ecotechnologies. Elles fourniront des matériaux, des produits, des procédés et des technologies innovantes afin de progresser dans l'efficacité énergétique, que ce soit au niveau de la production industrielle, de la mobilité ou des bâtiments

... les acteurs – entreprises et ménages – seront connectés par des réseaux intelligents « smart grids » et équipés de compteurs intelligents « smart meters ». Les données ainsi collectées seront utilisées pour optimiser la fourniture d'énergie

... l'électrification aura gagné les transports. Que ce soit dans le transfert des camions vers le rail ou encore dans le passage du bus vers le tram, l'électromobilité se développera et créera un besoin en énergie supplémentaire. Ce besoin sera complémentaire au besoin en carburants. De même l'automatisation, la robotisation et l'industrie 4.0 augmenteront la productivité, quitte à créer un besoin accru en électricité

... la politique énergétique saura répondre aux besoins accrus en énergie, tout en assurant que les opérateurs économiques - industrie et datacenters - bénéficieront d'énergie à des prix intéressants et jouissent d'une sécurité d'approvisionnement garantie.

POUR Y ARRIVER IL FAUT...

... se positionner dans le débat européen en faveur d'un véritable marché européen de l'énergie, ceci en

- favorisant des collaborations systématiques dans le domaine des renouvelables, de l'efficacité énergétique et des interconnexions, ainsi que dans la garantie de la sécurité d'approvisionnement
- insistant en tant que pays de petite taille que le marché en Europe soit transfrontalier par défaut

... faire de l'efficacité énergétique une priorité, ceci en

- aidant les entreprises dans le financement de projets d'amélioration d'efficacité énergétique par un système d'intermédiaire financier soutenu par l'État qui facilitera la répartition des risques entre industriels et parties tierces, surtout pour des projets qui comportent un temps de retour sur investissement prolongé
- créant un marché liquide de réalisation et de négoce d'économies d'énergie, afin d'impliquer davantage d'acteurs et de créer des incitatifs économiques
- optimisant l'utilisation de la Learning Factory, de l'accord volontaire et d'initiatives de clustering pour la promotion et la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique dans les entreprises
- développant l'offre de formations spécifiques tant au niveau de la formation initiale qu'au niveau de la formation professionnelle continue

... permettre le développement de projets de production d'énergies renouvelables de grande échelle, en collaboration avec l'industrie, ceci en

- adaptant la législation sur la production d'énergies renouvelables pour l'insérer dans une logique de marché et en réduisant ainsi les coûts

... assurer pour les entreprises une coexistence positive et productive entre la production décentralisée et une production centralisée, ceci en

- organisant le marché de l'électricité et du gaz afin d'accommoder le principe du « prosumer » et en définissant les responsabilités de celui-ci
- lançant des projets-pilotes de quartiers autonomes qui peuvent aider à définir le cadre réglementaire approprié
- renforçant les interconnexions avec les pays voisins
- définissant des marchés publics pour la production d'énergies renouvelables qui attribuent les projets aux producteurs offrant le prix le plus avantageux

... garder une taxation de l'énergie attrayante, ceci en

- adaptant le cadre pour maîtriser l'effet sur la facture énergétique pour les entreprises sensibles et pour maintenir ainsi l'attrait du Luxembourg quant aux tarifs énergétiques, tout en répondant aux exigences européennes en matière d'aides d'État,

... s'assurer que le pays dispose d'une capacité de stockage de produits pétroliers suffisante, ceci en

- soutenant des investissements pour subvenir aux besoins de stockage stratégique minimal, compte tenu des possibilités de stockage à l'étranger, et de stockage opérationnel approprié, sans courir le risque de créer des futures surcapacités dans un contexte de marché énergétique en mutation.





ADMINISTRATION 4.0



Votre interlocuteur:

Jean-Marc Zahlen

EN 2023...

... l'administré accédera à la grande majorité des services publics en ligne à travers un guichet unique. Il bénéficiera d'un identifiant national unique électronique permettant de s'authentifier sur internet, de signer un document ou encore d'effectuer un paiement en ligne. Il aura besoin de rentrer ses données personnelles dans le système une fois seulement. Les données seront utilisées de manière transparente : l'administré sera averti dès qu'une administration aura recours à ses données personnelles. Les citoyens et les entreprises auront accès à leurs propres données pour les contrôler ou les rectifier et pourront à tout moment suivre l'avancement de leur dossier durant la procédure administrative. Par ailleurs, l'administré pourra accéder aux services publics numériques pertinents au-delà des frontières

... le recours aux données publiques collectées par les organismes publics sera facilité dans le plein respect des principes de fiabilité et de sécurité et permettra aux acteurs, publics et privés, de créer de nouveaux produits et services. L'administration s'assure de la bonne qualité des données et garantit une alimentation régulière du portail « open data » afin de favoriser la réutilisation des données

... la passation des marchés publics sera entièrement dématérialisée. L'administration publiera les commandes publiques à travers une plateforme en ligne qui permettra aux entreprises de remettre les bordereaux de soumission et d'émettre les factures de façon électronique. L'automatisation accrue de traitement et de paiement des factures permettra de simplifier le processus et de réduire les délais de traitement

... les procédures administratives seront plus simples, plus efficaces et plus rapides. L'automatisation accrue des tâches administratives permettra de détecter davantage les retards et les goulots d'étranglement dans la procédure. Le demandeur d'autorisation ne se soumettra qu'à une seule procédure administrative lorsque plusieurs autorisations liées entre elles seront nécessaires. Un investisseur pourra facilement consulter toutes les conditions d'exploitation dans le cadre d'une demande d'autorisation et pourra obtenir une autorisation d'exploitation endéans les 9 mois. L'administration aura renforcé son rôle de conseil aux entreprises et aux citoyens et communiquera régulièrement sur de nouveaux services disponibles

... les intersections entre politiques de protection de l'environnement et de protection de la nature, politique d'aménagement et politique de développement des infrastructures et du logement seront configurées de façon à permettre un avancement rapide des projets d'investissement publics et privés.

POUR Y ARRIVER IL FAUT:

... accélérer la digitalisation des services publics et moderniser l'action publique, ceci en

- multipliant les services offerts en ligne et les formulaires intelligents et en automatisant un maximum de procédures grâce aux nouvelles technologies de l'information
- lançant un projet national d'identité virtuelle permettant aux citoyens et aux entreprises d'avoir une identité validée par l'État luxembourgeois. Il s'agira, à cet effet, d'aligner les procédures administratives à l'utilisation de cette identité virtuelle
- coordonnant les données entre les Administrations et les Communes de façon à ce que la même information ne soit entrée qu'une seule fois dans le système pour éviter toute charge supplémentaire pour les citoyens et les entreprises
- garantissant l'interopérabilité transfrontalière des services publics par l'adoption de systèmes européens d'identification électronique et des services de confiance pour les transactions électroniques (services « eIDAS »)

... mettre en œuvre une stratégie d'ouverture des données publiques, ceci en

- appliquant la loi du 23 mai 2016 modifiant la loi du 4 décembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public afin de faciliter davantage le recours aux données publiques stockées en toute sécurité, transparence et confiance. La réutilisation des données produites ou reçues dans le cadre d'une mission de service public permettra à d'autres acteurs, publics ou privés, d'offrir de nouveaux services aux usagers

... dématérialiser la passation des marchés publics, ceci en

- rendant obligatoire la facturation électronique aux services de l'administration en général et dans le cadre des marchés publics en particulier. L'utilisation des technologies adaptées permettra d'accélérer le traitement des factures et de réduire les délais de paiement tout en permettant un suivi en temps réel du circuit de traitement des factures. Par ailleurs, une mise en œuvre de processus automatisés de traitement et de paiement des factures inciterait les fournisseurs à adresser également des factures électroniques aux particuliers

... rationaliser les procédures administratives, ceci en

- poursuivant la simplification administrative et le déploiement de l'administration électronique conjointement avec la politique du guichet unique
- mettant en place une procédure unique lorsque plusieurs autorisations liées entre elles seront nécessaires, ce qui permettra de rationaliser les instructions administratives et de réduire le nombre d'interlocuteurs et le délai d'obtention pour l'administré (i.e. autorisation environnementale unique)
- séparant l'autorisation de construction et l'autorisation d'exploitation et en définissant un interlocuteur unique pour l'administré selon le type d'autorisation
- mettant en place des conditions d'exploitation claires et précises et des délais d'obtention généralisés, transparents et réalistes, offrant ainsi plus de certitudes aux investisseurs potentiels
- encourageant tous les acteurs économiques à contribuer à la mise en œuvre d'un programme d'administration électronique ambitieux. L'implication de tous les acteurs économiques dans la conception des services publics et leur retour d'information permettra d'exploiter le potentiel des services publics de qualité

... offrir aux investisseurs des produits de compensation permettant de compenser les effets de leurs projets sur l'environnement et la nature et donner la possibilité de répondre rapidement aux exigences écologiques ou d'aménagement, ceci en

- constituant des réserves de terrains éligibles pour la compensation, y compris dans les régions avoisinantes et dans nos pays voisins et ce sur base d'accords-cadres à conclure avec ces pays ou régions
- passant par un système d'acquisition de points de compensation auprès d'une entité publique qui permet d'accomplir l'étape de la compensation sans autres délais
- affichant des règles et des conditions claires et si possible non discrétionnaires
- limitant le nombre d'intervenants pouvant influencer et retarder les projets d'investissements et en professionnalisant ces services.





FEDIL

Nos Bureaux

*7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg*

Adresse Postale

*Boîte Postale 1304
L-1013 Luxembourg*

fedil@fedil.lu

T *+352 43 53 66-1*

F *+352 43 23 28*

W *fedil.lu*